

SYSTÈME DE PAIEMENT PAR CARTE BANCAIRE

Il faudra attendre encore longtemps...

La mise en place d'un système de paiement par carte bancaire risque de prendre encore du temps. Quant aux mesures prises dans le cadre du développement de la monétique, elles se limitent, pour l'instant, au retrait d'argent. Peut-on dire que, sur ce plan, l'Algérie est très en retard ?

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – L'Algérie compte actuellement 850 000 cartes interbancaires (CIB) et 1 300 distributeurs automatiques de billets.

D'ici la fin 2010, la Société d'automatisation des systèmes interbancaires et de monétique (Satim) table sur la mise à disposition de 1 million de CIB et 2 000 DAB. Est-ce suffisant et peut-on dire que l'Algérie a déjà franchi un grand pas dans ce domaine ?

Si le nombre de distributeurs automatiques et de cartes interbancaires disponibles est encore loin de la norme, par rapport au nombre de clients et de banques existantes et au développement en la matière dans le monde, qu'en est-il du système de paiement par carte bancaire ou l'acceptation par les DAB de cartes bancaires internationales, des prestations peu offertes en Algérie ?

Sur ce plan, seul le Crédit populaire d'Algérie (CPA) assure, depuis le 27 octobre dernier, la double acceptation des cartes bancaires internationales (Visa international) et domestiques (CIB), et ce, à partir d'un même automate. Ainsi, un étranger en séjour en Algérie ne peut procéder au retrait en monnaie locale qu'au niveau de cette banque.

Pourtant, pour permettre aux clients d'effectuer plusieurs opérations de paiement par CIB ou à un étranger de retirer de la monnaie locale par le biais de sa carte bancaire internationale, il suffirait de procéder à l'ajustement des DAB, et non pas d'importer de nouveaux distributeurs. Pour ce qui est des terminaux de paiement électronique (TPE), ces appareils qui permettent au client d'une banque quelconque d'honorer des frais de service à l'ai-



Photo : Walid Triââ

de de sa carte interbancaire, ils ne sont disponibles qu'au niveau de certains grands hôtels, des aéroports, des grandes surfaces et des pharmacies. Pour celui qui veut payer par carte bancaire dans un restaurant, un supermarché ou une quelconque boutique commerciale, ce service n'est pas encore largement développé chez nous. Toutefois, ce problème, comme d'autres, a ses raisons. Ce n'est pas que les banques ne peuvent pas mettre à la disposition des commerçants des TPE, mais c'est que ces derniers refusent, généralement, l'usage de cet outil moderne, pourtant devenu nécessaire et même indispensable ailleurs dans le monde. Un outil qui évite aux détenteurs d'une CIB des paiements cash. Mais pourquoi les commerçants refusent-ils

l'usage des TPE ? Pour la simple raison que cette option assure une certaine traçabilité bancaire, les commerçants soumis généralement à une taxe forfaitaire redoutant un redressement fiscal.

Priorité au retrait d'argent !

Selon le directeur général de la Satim, M. El-Hadj Alouane, contacté par nos soins hier, la mise en place d'un système de paiement par carte bancaire n'est pas pour demain, la priorité, pour le moment, étant la généralisation du système des cartes interbancaires. Selon notre interlocuteur, il faudrait d'abord installer suffisamment de distributeurs automatiques de billets bancaires, veiller à ce que ceux qui existent fonctionnent à plein temps et ne manquent

pas de liquidités, ainsi que mettre à la disposition de tous les clients des CIB, pour ensuite passer à autre chose. «Aujourd'hui, nous en sommes au système de retrait d'argent.

C'est notre priorité pour le moment et il en sera ainsi pour longtemps avant de passer au système de paiement par carte bancaire», a-t-il indiqué. Et selon M. El-Hadj Alouane, beaucoup de secteurs d'activité sont en plein développement, ce qui constituera les éléments moteurs du développement de la monétique, soulignant qu'on n'en est pas encore là.

Le problème est ailleurs...

Cependant, du point de vue du directeur de la communication d'Algérie Poste, M. Noureddine Boufenara, que nous avons contacté hier, le problème serait ailleurs. Selon ce dernier, Algérie Poste, contrairement aux banques, dispose d'un guichet automatique de billets (GAB) et non pas d'un distributeur (DAB). La différence, c'est que le premier traite différentes opérations, telles que les demandes de carnets de chèques et d'avoir, et peut être ouvert à bien d'autres services, tandis que le second se limite au retrait d'argent. «Les applications numériques utilisées par ces équipements sont ouvertes et peuvent être adaptées en fonction de la demande des clients et de l'offre d'Algérie Poste, comme le paiement de factures

munies d'un code barres, le rechargement de crédits téléphoniques ou le transfert d'argent», a-t-il souligné.

Selon ce responsable, tout est prêt au niveau d'Algérie Poste pour offrir aux clients un système de paiement par carte. Mais si tel est le cas, où se situe le problème ? Selon les précisions de Boufenara, c'est la non-prédisposition des clients à passer à ce niveau-là et à abandonner l'usage du paiement cash.

«Du point de vue logistique, tout est prêt et il reste seulement à préparer les citoyens à ce nouvel usage. Nous avons mis en place une stratégie de communication et de sensibilisation, mais j'avoue qu'elle n'a pas eu beaucoup de succès. Nos clients ne veulent pas y adhérer, c'est une question de mentalité», a-t-il ajouté.

S'agissant des terminaux de paiement électronique (TPE), le même responsable assure que 1 000 appareils sont actuellement stockés à Algérie Poste et cherchent preneurs.

Des terminaux de paiement électroniques sont toutefois disponibles dans certains grands hôtels et des pharmacies, mais le plus difficile reste de convaincre les commerçants (restaurants, grandes surfaces, agences de voyages...). Enfin, pour ce qui est des cartes de péage (métro, tramway, autoroutes), Boufenara a fait savoir que cela ne fait pas encore partie des objectifs d'Algérie Poste.

M. M.

ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE Le rapport d'évaluation va être présenté

L'évaluation de la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne sera connue dans quelques semaines. Un rapport précis devrait être présenté à la fin janvier 2010 sur quatre ans de mise en œuvre. L'occasion de statuer sur la véracité du constat d'échec de cette association, la partie algérienne déplorant le déséquilibre commercial en faveur de l'Europe sans contrepartie en termes d'investissements directs européens. A contrario, l'on évoque, au niveau européen, la multiplication de ces investissements durant la période précitée. En notant, par ailleurs, que la délégation de la commission européenne en Algérie change d'intitulé, du fait de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, et devient la délégation de l'Union européenne en Algérie.

C. B.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2010 Le Sénat adopte le texte

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, hier, le projet de loi de finances et du budget de l'année 2010. Le budget de l'Etat pour l'année 2010 sera doté de 5 860 milliards au titre des dépenses et d'un budget de fonctionnement s'élevant à 2 838 milliards de dinars. Notons que ce projet de loi a été élaboré sur la base d'un taux de croissance prévisionnel du PIB de 4 % (5,5 % hors hydrocarbures), d'un prix moyen du baril de pétrole de 37 dollars et d'un taux d'inflation de 3,5 %.

T. H.

L'ACCORD ÉNERGÉTIQUE AVEC L'EUROPE EN STAND-BY L'Algérie veut la libre circulation des personnes

La libre circulation des personnes entre l'Algérie et l'Union européenne conditionne la conclusion d'un accord stratégique énergétique algéro-européen.

Les négociations entre l'Algérie et l'UE en vue d'aboutir à un accord stratégique énergétique semblent au point mort.

C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a laissé entendre hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale. Tout en affirmant la poursuite des discussions entre les deux parties, l'hôte radiophonique s'est interrogé sur l'applica-

bilité de cet accord sur chacun des pays membres de l'Union européenne. «Pour l'instant, ce n'est pas le cas», affirme Chakib Khelil qui a également émis une condition à l'aboutissement de ces négociations. Il s'agit, selon lui, de la libre circulation des personnes. Car, dira-t-il, «ce qui est important pour l'Algérie ce n'est pas tellement de vendre du gaz mais d'obtenir le libre passage des per-

sonnes». Pour Chakib Khelil, il semble illusoire d'assurer l'approvisionnement et la sécurité énergétique de l'Europe sans une contrepartie importante comme l'est cette liberté de circulation. Voire l'aboutissement des négociations dépend tant d'un véritable transfert de savoir-faire entre les deux parties que d'une ouverture réelle du marché européen aux exportations énergétiques de l'Algérie. Ce qui «n'est pas tout à fait évident», selon le ministre de l'Energie qui cite les taxes

imposées par l'Union européenne aux engrais algériens exportés vers le marché européen. «Qu'en serait-il alors pour une électricité produite à partir du solaire ?» s'est-il interrogé. Tout en affirmant le droit de chaque partie à «défendre ses intérêts», Chakib Khelil a néanmoins déploré l'accès difficile au marché énergétique européen. En citant à ce propos le cas de la société Sonelgaz qui ne peut pas commercialiser uniquement l'électricité qu'elle produit.

Chérif Bennaceur